



CIRCULAIRE DE RENTRÉE 2026

L'EXIGENCE ? C'EST NOTRE QUOTIDIEN.

NOTRE RÉPONSE À LA CIRCULAIRE DE RENTRÉE DU MINISTRE GEFFRAY - RENTRÉE 2026

L'EXIGENCE ? C'EST NOTRE QUOTIDIEN. MONSIEUR LE MINISTRE !

Le mot revient en boucle dans la circulaire de Geffray : « **exigence** ». Exigence pédagogique, exigence de la langue, exigence scientifique, exigence de civilité. Comme si les personnels de l'Éducation nationale avaient attendu une circulaire ministérielle pour savoir ce qu'est l'exigence.

Ce que sous-entend le ministre :

- C'est que nous ne serions pas assez exigeants.
- Que si les résultats ne sont pas là c'est parce que les personnels ne s'investissent pas suffisamment. C'est une insulte. Nous sommes celles et ceux qui faisons tenir le service public d'éducation à bout de bras dans des classes surchargées, avec moins de moyens et un épuisement qui s'accumule... NOUS n'avons pas de leçon à recevoir d'une bureaucratie qui ne connaît pas le terrain.

L'institution vous donne-t-elle les moyens de faire nos métiers pour un service public d'éducation à la hauteur ?

1. « PAS DE NOUVELLES RÉFORMES » : LA CONSOLIDATION FORCÉE

Des réformes imposées, sans bilan, sans concertation réelle

**La rentrée 2026 serait celle de la
"consolidation"**

Traduction : les réformes mal concertées de ces dernières années (réforme de la formation initiale, nouveaux programmes) sont imposées comme définitivement acquises, sans évaluation contradictoire, sans que les personnels et leurs représentants aient été réellement consultés .

L'exigence suppose du temps, de la formation et des postes, trois ressources que le gouvernement refuse de nous accorder.

**Pour rendre l'exigence possible,
la CGT Educ'action revendique :**

- L'abrogation des réformes imposées sans concertation, à commencer par la réforme de la formation initiale
- L'ouverture de négociations réelles sur les programmes dans le respect de la liberté pédagogique des équipes
- Des temps de concertation intégrés dans les obligations réglementaires de service pour toutes les catégories de personnels

Pour adhérer



07.66.29.07.80

06@cgteduc.fr



www.facebook.com/CGTEducAction06



twitter.com/cgteduc06



www.instagram.com/CGT.educ06



www.youtube.com/@cgteduc06



CIRCULAIRE DE RENTRÉE 2026

L'EXIGENCE ? C'EST NOTRE QUOTIDIEN.

NOTRE RÉPONSE À LA CIRCULAIRE DE RENTRÉE DU MINISTRE GEFFRAY - RENTÉE 2026

2. PÉDAGOGIE : INJONCTIONS SANS MOYENS

Ce que nous voulons, c'est l'exigence d'une bonne maîtrise de la langue, des sciences, des arts. Exigence de l'émancipation, de la pensée complexe et de l'esprit critique. Exigence d'une autre école libérée de la concurrence. Exigence de moyens. exigence d'autonomie dans le travail des personnels.

Sur les inégalités filles/garçons dans les filières scientifiques, la réponse est intégralement renvoyée aux équipes sans moyens supplémentaires pour les EVARS.

Pour rendre l'exigence possible, la CGT Éduc'action revendique :

- 15 élèves maximum par classe en éducation prioritaire et 20 hors éducation prioritaire, 25 au collège et lycée
- Des créations nettes de postes dans toutes les catégories de personnels
- Un plan national financé pour l'égalité filles/garçons
- Le respect de la liberté pédagogique : ni pédagogie officielle imposée, ni prescription de pratiques par voie ministérielle

3. LA LAÏCITÉ INSTRUMENTALISÉE

D'un principe d'émancipation à un outil d'ordre

La circulaire convoque la laïcité pour en faire un outil de discipline et de « civilité » associée au respect de l'autorité institutionnelle, à la bonne tenue des élèves et de leurs familles.

Pour la CGT Éduc'action, la laïcité garantit la liberté de conscience de toutes et tous en permettant à chacun·e de construire sa pensée librement, à l'abri de toute pression dogmatique, qu'elle soit religieuse ou étatique.

Utiliser le principe de Laïcité pour appeler à la soumission à l'ordre institutionnel, c'est en trahir son esprit émancipateur.

Pour rendre l'exigence possible, la CGT Éduc'action revendique :

- Une laïcité pleinement émancipatrice, appliquée avec discernement et sans discrimination
- Le rejet de toute instrumentalisation de ce principe comme vecteur de stigmatisation
- Une formation des personnels à la laïcité réelle (liberté de conscience, égalité, émancipation) et non à une laïcité-ordre

NOTRE SITE D'INFORMATION

www.cgteduc06.fr



CIRCULAIRE DE RENTRÉE 2026

L'EXIGENCE ? C'EST NOTRE QUOTIDIEN.

NOTRE RÉPONSE À LA CIRCULAIRE DE RENTRÉE DU MINISTRE GEFFRAY - RENTÉE 2026

4. ÉCOLE ET MILITARISATION : LE SNU EST MORT, PLACE AU SMV

La collaboration Éducation nationale / Armées se poursuit

Le SNU est en extinction officielle depuis le 1er janvier 2026.

Cette victoire est partielle car le gouvernement lui substitue un Service Militaire Volontaire dont le recrutement est déjà lancé pour l'été 2026.

La logique est identique : militariser l'engagement civique de la jeunesse.

La circulaire reste muette sur ce qui continue dans les établissements : classes défense, réservistes, partenariats institutionnalisés avec le ministère des Armées.

Ce silence complice ne trompe pas.

Pour rendre l'exigence possible, la CGT Éduc'action revendique :

- L'arrêt immédiat des classes défense et de tout dispositif institutionnalisant la collaboration Éducation nationale / Armées
- Le refus du Service Militaire Volontaire comme substitut au SNU >> même logique, nouveau nom
- La réorientation de ces budgets vers les postes, les salaires et les conditions de travail

L'ÉCOLE N'EST PAS UN VIVIER DE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE

5. AESH ET INCLUSION : UNE PHRASE POUR LES PLUS PRÉCAIRES

L'école inclusive repose sur des personnels exploités

L'inclusion scolaire et "l'investissement des accompagnants d'enfants en situation de handicap" sont expédiés en une phrase. Une phrase pour plus de 130 000 AESH, personnels indispensables, parmi les plus précaires de la Fonction publique : salaires indignes, temps partiel imposé, sans statut, sans perspectives de carrière, sans reconnaissance réelle de leur rôle éducatif central.

Pour rendre l'exigence possible, la CGT Éduc'action revendique :

- La création d'un corps de fonctionnaires d'État pour les AESH et les AED et la fin des contrats précaires
- Une rémunération à temps plein, sur la grille indiciaire de la Fonction publique
- Des recrutements à hauteur des notifications MDPH, dans chaque département
- La reconnaissance des AESH comme membres à part entière de la communauté éducative

TITULARISATION DE TOUS-TES LES PRÉCAIRES DE L'ÉDUCATION

STATUTS ET SALAIRES DIGNES



CIRCULAIRE DE RENTRÉE 2026

L'EXIGENCE ? C'EST NOTRE QUOTIDIEN.

NOTRE RÉPONSE À LA CIRCULAIRE DE RENTRÉE DU MINISTRE GEFFRAY - RENTÉE 2026

6. LES PERSONNELS : LE PARAGRAPHE LE PLUS COURT

La démographie scolaire, prétexte aux suppressions de postes

La “chute démographique” est présentée non comme un enjeu à relever, mais comme une “occasion”. C’est un prétexte à des suppressions de postes masquées en rationalisation budgétaire.

Les promesses d'amélioration des procédures RH restent sans engagement chiffré ni calendrier.

“Prendre soin des personnels” sans revalorisation salariale, sans réduction de la charge de travail, sans plan contre l'épuisement professionnel...

Pour l'exigence soit possible, la CGT Éduc'action revendique :

- Une augmentation immédiate des rémunérations de toutes les catégories et leur indexation sur l'inflation >> **+ 500€ pour toutes**
- Le maintien et la création nette de postes >> **zéro suppression au nom de la démographie**
- Un **plan national de prévention des risques sociaux-organisationnels** négocié avec les organisations syndicales
- **La titularisation de tous les personnels contractuels**
- Un accueil et un accompagnement dignes des personnels entrant dans le métier

CE QUE LA CIRCULAIRE DE RENTRÉE 2026 PASSE SOUS SILENCE

- Salaires
- Suppressions de postes
- Conditions de travail
- Remplacement
- Carte scolaire
- Éducation prioritaire
- Statut des AESH /AEd/contractuel.les
- Grille indiciaire AEd
- Parcoursup
- Épuisement professionnel
- Risques sociaux-organisationnels
- Santé scolaire
- Psychologues EN
- Classes défense / SMV
- Financement école publique / privé
- Mixité sociale
- Groupes de niveaux

DÈS LA RENTRÉE, MOBILISONS-NOUS !!